

Appel de l'AG du SNUDI FO 13 aux enseignants du 1^{er} degré des Bouches du Rhône

***Nos conditions actuelles de travail sont déjà inacceptables !
Nous refusons que les annonces gouvernementales qui découlent
du budget engendrent une rentrée 2025 chaotique !***

Notre assemblée générale se tient quelques jours après la présentation du budget 2025 par le Premier Ministre Barnier.

Avec 40 milliards de coupes dans les services publics, la santé, la Sécurité sociale, ce budget prévoit **4000 suppressions de postes pour l'Ecole publique dont 3155 dans le 1^{er} degré.**

Quant à elle, la Cour des Comptes préconise 100 000 suppressions de postes sur cinq ans, soit 5,5% des effectifs, dans les collectivités territoriales.

Alors que des milliers de classes ont été fermées en 2024, dont 104 dans notre département, le gouvernement prévoit d'en fermer cinq fois plus sur l'ensemble du territoire pour la prochaine rentrée. Concrètement, cela pourrait représenter **entre 300 et 500 postes pour les Bouches du Rhône !**

Nous manquons déjà de tout pour accomplir correctement notre mission d'enseignement auprès de tous nos élèves avec :

- des effectifs surchargés,
- des remplacements non assurés,
- une insuffisance chronique d'AESH,
- une carence, sans cesse aggravée, de places en établissements ou structures spécialisés pour la prise en charge adaptée des élèves en difficulté ou en situation de handicap qui se retrouvent scolarisés par défaut dans nos classes,
- une surcharge des missions de directeurs.trices
- un démantèlement des RASED (maître E, psychologue scolaire),
- une pénurie de postes UPE2A,
- une carence d'ATSEM dans les écoles maternelles...

Avec des milliers de postes de professeurs, d'AESH et de personnels municipaux supprimés, ce serait une véritable saignée qui conduirait à une aggravation sans précédent de nos conditions de travail, une nouvelle dégradation de la prise en charge des enfants en difficulté ou en situation de handicap en augmentation constante, une négation de leurs besoins particuliers aggravant leurs conditions de scolarisation et d'apprentissage, ainsi que celles de tous les élèves et, au bout du compte, une remise en cause du droit à l'instruction pour tous !

Personne ne peut accepter de telles annonces ! Personne ne peut accepter une telle destruction de nos conditions de travail, une telle attaque contre l'Ecole publique !

A cela s'ajoute le refus de l'augmentation du point d'indice en 2025, le blocage des salaires, le report de la revalorisation des retraites de base qui était prévue au 1er janvier 2025 et qui ont pour conséquence l'aggravation de la perte de notre pouvoir d'achat.

Mais l'AG constate que tous les ministères ne sont pas logés à la même enseigne puisque le budget Macron-Barnier qui s'en prend à l'Ecole, à la Sécurité sociale, à l'hôpital et à tous les services publics,

« offre » 50,5 milliards d'euros à l'armée, soit 3,3 milliards de plus qu'en 2024. Le Service National Universel (SNU) qui doit se généraliser représente à lui seul 10 milliards d'euros.

De l'argent, il y en a pour la guerre, pour enrôler la jeunesse mais pas pour l'instruire ni pour l'émanciper !

L'AG du SNUDI-FO 13 a pris connaissance de l'alerte sociale adressée à la ministre Genetet, par l'ensemble des organisations syndicales représentatives au Ministère de l'Education Nationale, avec menace d'un préavis de grève à compter du 4 novembre 2024 si les négociations ne sont pas ouvertes dans les plus brefs délais, car elles considèrent qu'« *une ligne rouge a été franchie* ».

L'AG estime que nos conditions actuelles de travail sont déjà inacceptables. Nous refusons que les annonces gouvernementales qui découlent du budget engendrent une rentrée 2025 chaotique !

L'unité la plus large des enseignants et des organisations syndicales doit se réaliser, à tous les niveaux, dans la mobilisation et la grève, pour faire reculer la ministre et le gouvernement pour obtenir la satisfaction de toutes nos revendications :

- Annulation des 4000 suppressions de postes ;
- Recrutement massif d'enseignants sous statut pour diminuer les effectifs et assurer les remplacements des professeurs absents ;
- Réouverture et création des places dans les instituts et des classes spécialisées avec des personnels qualifiés (psychologues, médecins scolaires, enseignants spécialisés, RASED, AESH, ...) à hauteur des besoins pour les élèves en difficultés ou en situation de handicap ;
- Respect des notifications MDPH, accompagnées de l'avis systématique de l'équipe enseignante sur les conditions de scolarisation des élèves en situation de handicap ;
- Un vrai statut, un vrai salaire pour les AESH ;
- Augmentation des salaires tout de suite, sans contrepartie, par l'augmentation de 28.5% de la valeur du point d'indice pour compenser les pertes subies depuis 2000 et l'inflation, afin que cela soit pris en compte dans le calcul de nos retraites ;
- Indexation de la valeur du point d'indice et des pensions sur la hausse des prix pour ne plus subir l'inflation et la perte de pouvoir d'achat.

C'est la position que défendra le SNUDI-FO 13 auprès des autres organisations syndicales départementales. L'AG donne mandat au bureau pour prendre contact avec elles dans le cadre du préavis.

L'AG invite les collègues à se réunir dans les écoles et à discuter de la situation et de ces propositions. Elle les invite à lister leurs revendications et à mettre en œuvre tous les moyens, y compris par la grève, pour les obtenir avec l'aide du syndicat.

Marseille, le 18 octobre 2024

Adoptée à l'unanimité

Syndicat National Unifié des Directeurs, Instituteurs et des Professeurs des Ecoles de l'Enseignement public

Vieille Bourse du Travail 1 place Léon Jouhaux CS 20540 13232 MARSEILLE CEDEX 01

04.91.00.34.22 07.62.54.13.13 contact@snudifo13.org www.snudifo13.org